



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 – n° 266**

**portant modification de l'arrêté préfectoral n° DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012 autorisant la société PAPREC GRAND OUEST à exploiter des installations de tri-transit et traitement de déchets dangereux et non dangereux sur la commune de SEICHES-SUR-LE-LOIR (49140)**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

**Vu** la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** les articles R.181-46 et R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**Vu** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°DIDD-2012 n° 307 du 21 septembre 2012, autorisant la société PAPREC GRAND OUEST, à exploiter un site de centre de tri de déchets, situé ZA de Blaisonnière à SEICHES-SUR-LE-LOIR ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DIDD-2014 n° 276 du 25 juillet 2014 définissant le montant des garanties financières ;

**Vu** l'arrêté DIDD-BPEF 2020 n° 79 du 12 mai 2020 portant décision de dispense d'étude d'impact en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier du 8 avril 2016 de PAPREC GRAND OUEST relative à une demande de bénéfice de l'antériorité pour les rubriques 2710.2a, 1435.3, 4734.2 et 3550 ;

**Vu** le courrier du 27 juin 2016 de la préfecture de Maine et Loire concernant la reconnaissance du bénéfice de l'antériorité ;

**Vu** le courrier du 18 novembre 2019 de PAPREC GRAND OUEST notifiant un porter à connaissance relatif aux modifications de son site situé ZA de Blaisonnière à SEICHES-SUR-LE-LOIR ainsi qu'un dossier de ré-examen au titre de la directive IED ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la modification de l'installation classée de la société PAPREC GRAND OUEST sur la commune de Seiches-sur-le-Loir déposée et considérée complète le 16 avril 2020 ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2020 et relatif à une demande de complément concernant les éléments déposés par courrier du 18 novembre 2019 sus-visé ;

**Vu** le courrier du 23 décembre 2022 de PAPREC GRAND OUEST apportant des compléments au porter à connaissance déposé le 18 novembre 2019 et un dossier de ré-examen au titre de la directive IED;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 16 juin 2023 et relatif à une demande de complément concernant le porter à connaissance déposé le 18 novembre 2019 ;

**Vu** le courrier du 5 janvier 2024 de PAPREC GRAND OUEST apportant des compléments au porter à connaissance déposé le 18 novembre 2019 ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2025 et relatif à une demande de complément concernant le porter à connaissance et de dossier de ré-examen IED ;

**Vu** le courrier du 31 octobre 2025 de PAPREC GRAND OUEST apportant des compléments au porter à connaissance et au dossier de réexamen déposés le 18 novembre 2019 et portant à la connaissance des installations classées un nouveau projet de ligne de traitement de plastiques ;

**Vu** la demande d'examen au cas par cas déposée par PAPREC GRAND OUEST le 5 novembre 2025 ;

**Vu** la demande de compléments en date du 19 novembre 2025 formulée sur la demande d'examen au cas par du 16 avril 2020 ;

**Vu** le rapport du 21 novembre 2025 de la DREAL chargée de l'inspection des installations classées et relatif au réexamen IED sus-mentionné ;

**Vu** le rapport du 21 novembre 2025 de la DREAL, chargée de l'inspection des installations classées et relatif au porter à connaissance sus-mentionné ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant, par courrier recommandé avec avis de réception, en application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et l'invitant à formuler ses observations en date du 21 novembre 2025 ;

**Vu** la réponse du pétitionnaire formulée par courrier en date du 8 décembre 2025 ;

**Considérant** que l'exploitant a déposé une demande de cas par cas au titre de l'article R.122-3 du Code de l'environnement en date du 16 avril 2020 portant sur une augmentation de 6 698 m<sup>3</sup> de la quantité maximale des déchets susceptibles d'être présents et portant les quantités totales autorisées à 17 690 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2714-1 ;

**Considérant** que cette demande a fait l'objet d'un arrêté de dispense d'étude d'impact en date du 12 mai 2020 ;

**Considérant** que la demande d'augmentation de la capacité de traitement de déchets non dangereux au titre de la rubrique 2791 dépasse le seuil du régime de l'autorisation fixé à 10 tonnes/jour ;

**Considérant** que le dossier déposé par la société PAPREC GRAND OUEST dans sa dernière version en date du 31 octobre 2025 relève d'un examen au cas par cas conformément à l'article R.122-2 du code de l'environnement et son tableau en annexe ;

**Considérant** que la demande d'examen au cas par cas déposée par PAPREC GRAND OUEST a été jugée incomplète par courrier en date du 19 novembre 2025 par l'autorité environnementale ;

**Considérant** l'article R.181-46 du Code de l'environnement qui stipule les cas dans lesquels une modification doit être regardée comme substantielle ;

**Considérant** qu'une modification est regardée comme substantielle si elle doit faire l'objet d'une évaluation environnementale en application de l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'une modification est regardée comme substantielle si elle est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

**Considérant** l'absence de décision de l'autorité environnementale suite au dépôt de la demande d'examen au cas par cas en date du 19 novembre 2025 ;

**Considérant** que le dossier de porter à connaissance déposé par la société PAPREC GRAND OUEST, dans sa dernière version en date du 31 octobre 2025 a été complété le 8 novembre 2025 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** que le dossier déposé le 18 novembre 2019 et complété par différentes versions les 23 décembre 2022, 5 janvier 2024, 31 octobre 2025 et 8 décembre 2025 ne permet plus ce jour à l'inspection d'apprécier l'importance des modifications réalisées depuis 2019 ;

**Considérant** que le dossier de l'exploitant demeure à ce jour incomplet pour démontrer que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs ;

**Considérant** de ce qui précède que l'inspection ne peut statuer sur le caractère substantiel ou non de la demande déposée par la société PAPREC GRAND OUEST ;

**Considérant** que l'exploitant n'est plus soumis à l'obligation de constituer des garanties financières suite à la publication du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 sus-visé ;

**Considérant** la reconnaissance du bénéfice de l'antériorité par courrier daté du 27 juin 2016 sus-mentionné ;

**Considérant** qu'il convient de tenir compte de l'évolution du cadre réglementaire applicable aux installations de tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2012 sur les points suivants :

- actualisation des rubriques ICPE sur la base du courrier du 4 juillet 2016 et de la décision de cas par cas du 12 mai 2020,
- actualisation du périmètre de l'établissement,
- actualisation des dispositions relatives à la lutte et à la défense incendie,
- suppression de l'agrément au titre des articles R.543-66 à R.543-72 du Code de l'environnement,
- actualisation des paramètres de rejet des eaux pluviales,
- **positionnement par rapport à la rubrique IOTA**

**Considérant** que la mise à jour proposée ne modifie pas la nature des dangers et inconvénients au sens de l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les activités exercées sur le site de Seiches-sur-le-Loir par la société PAPREC GRAND OUEST relèvent notamment d'un classement au titre de la rubrique ICPE IED principale 3550 et sont, à ce titre, couvertes par les meilleures techniques disponibles relatives aux activités de traitement de déchets (BREF WT) qui lui sont applicables ;

**Considérant** que l'exploitant a remis le dossier de réexamen et a justifié de l'absence de nécessité de réaliser le rapport de base requis en application des articles R. 515-71 et L. 515-30 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de réexamen présenté et ses compléments permettent de se conformer aux meilleures techniques disponibles et aux niveaux d'émissions associés applicables ;

**Considérant** que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables et doivent respecter les niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD relatives au traitement de déchets ;

**Considérant** qu'il y a nécessité d'actualiser le classement de l'établissement en raison des évolutions apportées par le législateur à la nomenclature des installations classées ;

**Considérant** l'entrée en application de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) susvisé, à compter du 17 août 2022 ;

**Considérant** que les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets sont déjà rendues opposables au fonctionnement des installations précitées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 susvisé ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-45 susvisé du Code de l'environnement, le Préfet de département peut fixer des prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

#### **Article 1.1. - Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société PAPREC GRAND OUEST, dénommée ci-après « l'exploitant », dont le siège social est situé 5/7 rue Pilliers de la Chauvinière – 44800 Saint-Herblain est autorisée à poursuivre l'exploitation des installations détaillées dans les articles suivants et situées ZA de la Blaisonnaire sur la commune de Seiches-sur-le-Loir (49140) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

#### **Article 1.2. – Localisation et surface occupée par les installations**

L'article 1.1.5 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:

"Les installations sont implantées sur les parcelles n° 29, 320, 353, 400 et 402 de la section ZW du cadastre de la commune de Seiches-sur-le-Loir pour une superficie globale de 33 508 m<sup>2</sup>".

#### **Article 1.3. – Abrogation de l'acte antérieur**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du n°DIDD-2014 n° 276 du 25 juillet 2014 définissant le montant des garanties financières sont abrogées.

### **Article 2 – Nature des installations**

L'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Quantité/volume	Désignation	Régime (*)
2710-2a	Volume de déchets non-dangereux apportés par le producteur initial 650 m <sup>3</sup>	<b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :</b> <b>2. Collecte de déchets non dangereux :</b> le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup> .	E

Rubrique	Quantité/volume	Désignation	Régime (*)
2714-1	Papiers cartons Plastiques : 9 745 m <sup>3</sup> Bois : 510 m <sup>3</sup> DND issus des activités économiques et de collectes sélectives : 2 735 m <sup>3</sup> Refus de tri valorisable : 210 m <sup>3</sup>  <b>Total 13 200 m<sup>3</sup></b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	E
2718-1	Déchets dangereux de : activités économiques : 28t piles et batteries : 201 t néons :5t chiffons souillés : un fût de 200 kg  <b>+ 155 tonnes de D3E</b>  <b>Total : 398,2 tonnes</b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées, à l'article R.511.10 du Code de l'environnement, à l'exclusion : des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 3712 2717, 2719 et 2793.</b> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1t	A
2790-1	Démantèlement des DEEE : 1000t/an soit 5t/j	<b>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793.</b> 1. déchets destinés à être traités contenant des substances où mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement	A
2791-1	Broyage de : – refus de tri valorisable :150t/ – papiers/cartons : 250 t/j – démantèlement de DEEE : 1 000 t/an soit 5 t/ total : <b>405t/j</b>	<b>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</b> La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale 10t.	A
3550	Déchets dangereux d'activités économiques : 28t piles et batteries : 201 t néons : 5t chiffons souillés : un fût de 200 kg  <b>+ 155 tonnes de D3E</b>  <b>Total : 398,2 tonnes</b>	<b>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion de stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</b>	A
1435-3	Volume annuel de carburant distribué : <b>3 500 m<sup>3</sup></b>	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicule à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</b> Le volume annuel, de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence où 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	DC
2711-2	Volume de DEEE stocké E: <b>780 m<sup>3</sup></b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet d'équipements électriques et électroniques :</b> Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	DC

Rubrique	Quantité/volume	Désignation	Régime (*)
2713-2	Surface affectée à l'entreposage des métaux : <b>330 m<sup>2</sup></b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</b> La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m <sup>2</sup> .	D
2715	Volume de verre stocké : <b>400 m<sup>3</sup></b>	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchet non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 :</b> Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	D
4734-2-c	- Cuve aérienne de 40 m <sup>3</sup> de gasoil et 20 m <sup>3</sup> de GNR, - Cuve aérienne de GNR de 1 m <sup>3</sup> <b>Quantité totale de carburant : 53t</b>	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution:</b> essences et naphas; kérosène (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazole compris); fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. pour les autres stockages : c) supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	DC

(\*) : A : Autorisation ; E : Enregistrement ; D : Déclaration ; DC : Déclaration soumise à contrôle périodique

L'établissement relève de la directive IED. Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3550 relative au traitement de déchets. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale à mettre en œuvre sont celles associées au document BREF traitement de déchets (BREF WT).

Le périmètre IED est constitué de l'ensemble des installations du site visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié, à savoir le bâtiment D dédié au stockage des déchets dangereux.

Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou bas).

L'établissement relève également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime (*)
2.1.5.0-2	<b>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</b> 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	<b>3,35 ha</b>	<b>Déclaration</b>

### **Article 3 – Mise en œuvre des meilleures techniques disponibles**

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites dans la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la commission du 17 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil (BREF WI).

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation s'appliquent à l'établissement.

#### **Article 4 – Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements**

Les installations et leurs annexes sont aménagées et exploitées conformément aux plans, données techniques et engagements présentés au cours de l'instruction de la demande d'autorisation ainsi que dans les dossiers de modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre les engagements présentés dans le dossier de réexamen susvisé, notamment en ce qui concerne les moyens de lutte et de défense incendie dans le bâtiment D

#### **Article 5 – Valeurs limites de rejet**

L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:

« Les rejets d'eaux pluviales et des eaux issus du lavage des camions respectent les valeurs limites définies ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	Valeurs limites	Fréquence d'analyse
PH	/	5,5 – 8,5	Semestrielle
Température	/	< 30 °C	
Matières en suspension (MES)	1305	100 mg/l	
DCO	1314	300 mg/l	
DBO5	1313	100 mg/l	
Hydrocarbures totaux – HCT	7009		
Métaux totaux Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.	8099	15 mg/l	
Indice phénols	1440	0,3 mg/l	
Chrome hexavalent	1371	0,1 mg/l	
Cyanures totaux	1390	0,1 mg/l	
AOX	1106	5 mg/l	
Arsenic	1369	0,1 mg/l	

Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ».

#### **Article 6 – Moyens d'intervention et ressources en eau et mousse**

L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:



« L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques identifiés sur le site et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

#### **Moyens portatifs et de première intervention**

- Des extincteurs à eau pulvérisée d'une capacité minimale de 6 litres sont installés à raison d'un appareil pour 200 m<sup>2</sup>, avec un minimum d'un appareil par niveau et par zone de travail.
- Des extincteurs spécifiques sont installés dans les locaux présentant des risques particuliers (locaux électriques, chaufferie...).
- L'ensemble des extincteurs est conforme aux normes NF EN 3.1 à 3.5 et leur emplacement est clairement signalé et reporté sur un plan tenu à jour.
- Des robinets d'incendie armés (RIA) sont disposés dans les bâtiments A, B et C conformément à la norme NF S 62-201, alimentés par le réseau incendie interne.

#### **Systèmes fixes et automatiques**

- Les bâtiments A (process), B (hall de compactage), ainsi que le tapis convoyeur d'alimentation, sont équipés d'un système d'extinction automatique par sprinklers traditionnels, alimenté par une cuve de 600 m<sup>3</sup> utiles.
- Ce système est conçu pour un débit de 392 m<sup>3</sup>/h pendant 90 minutes, conformément au référentiel APSAD R1.
- La trémie de chargement du bâtiment C est protégée par un système de déluge, à déclenchement manuel depuis le local RIA.
- Deux canons à eau automatiques assurent la protection du stock amont (vrac et balles). Ces canons sont couplés à des caméras thermiques permettant un déclenchement automatique en cas de départ de feu, avec possibilité de commande manuelle.
- Une protection par rideau d'eau est installée sur la façade arrière du bâtiment A afin de protéger les structures et d'éviter la propagation des flammes.

#### **Alerte et signalisation**

- Un système d'alarme sonore indépendant est présent dans chaque bâtiment. Il doit être audible en tout point et ne pas être confondu avec d'autres signalisations.
- L'ensemble du système est raccordé au poste de sécurité incendie assurant la gestion centralisée des alarmes et du déclenchement automatique.

#### **Ressources en eau incendie**

- Une réserve de 240 m<sup>3</sup> implantée à l'entrée de l'entreprise,
- Cette réserve est accessible en permanence et dispose d'une aire d'aspiration stabilisée conforme aux prescriptions du SDIS.
- Trois poteaux incendie sont implantés à proximité immédiate du site :
  - un à 10 mètre du site, débit de 120 m<sup>3</sup>/h,
  - un à 160 mètres du site, débit de 98 m<sup>3</sup>/h,
  - un à 190 mètres du site, débit de 108 m<sup>3</sup>/h.
- Une liaison d'alimentation prioritaire permet la mise en aspiration des engins du SDIS sans interférence avec le réseau sprinklage.
- La réserve et les canalisations sont implantées hors zones exposées à un flux thermique supérieur à 3 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie généralisé.

## **Entretien et contrôles**

- L'exploitant tient à jour un registre des vérifications périodiques des installations de lutte incendie (extincteurs, RIA, sprinklage, réserve, détecteurs, canons).
- Les essais du réseau sprinklage doivent être réalisés au minimum une fois par an, avec consignation des résultats. »

## **Article 7 – Protection des milieux récepteur (bassin de confinement)**

L'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:

"Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir des eaux polluées en cas d'incendie, d'accident ou de déversement accidentel sont raccordés à un dispositif de confinement et de rétention étanche, dimensionné pour recueillir l'intégralité des eaux d'extinction générées par un sinistre majeur sur les zones à risque.

L'installation se compose de :

- Deux ballons obturateurs (points 1 et 2) permettant la fermeture des réseaux de collecte,
- Une trappe de confinement (point 3) isolant le réseau d'eaux pluviales,
- Une pompe de relevage assurant le transfert des effluents vers les dispositifs de stockage,
- Un groupe électrogène autonome (24 L d'essence sans plomb et 1,9 L d'huile synthétique 5W30) garantissant le fonctionnement du dispositif en cas de coupure électrique,
- Deux bâches souples étanches offrant une capacité totale utile de 1 250 m<sup>3</sup>,
- Un parking perméable pouvant être mobilisé en complément en cas de besoin pour un volume inférieur à 500 m<sup>3</sup>.

Les bâches de confinement sont implantées sur la parcelle ZW 350.

En cas d'incendie, les obturateurs et la trappe de confinement sont actionnés afin de rediriger l'ensemble des eaux d'extinction vers les bâches souples. Les eaux collectées sont analysées avant tout rejet et, le cas échéant, évacuées vers une filière de traitement agréée.

L'exploitant tient à jour une procédure interne de gestion des eaux d'extinction précisant les modalités d'activation du dispositif, les contrôles périodiques et la maintenance des équipements.

## **Article 8 – Agrément au titre des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement**

L'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral DIDD-2012 n°307 du 21 septembre 2012 est remplacé par le paragraphe suivant:

"L'agrément au titre des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement et relatif à la valorisation par tri et préparation de déchets ménagers est supprimé sous réserve que :

- la suppression de l'agrément ne remette pas en cause la conformité des activités exercées aux rubriques ICPE 2711, 2713, 2714 et 2716 ;
- la traçabilité des flux de déchets ménagers triés et préparés demeure assurée conformément à l'article R.541-45 du Code de l'environnement.

## **Article 9 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 10 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Seiches-sur-le-Loir (49140) et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Seiches-sur-le-Loir (49140) pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la Préfecture de Maine-et-Loire – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 11 – Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES CEDEX 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 12 - Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Maire de la commune de Seiches-sur-le-Loir, et la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **19 MARS 2026**

**Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture**

**Raymond YEDDOU**

